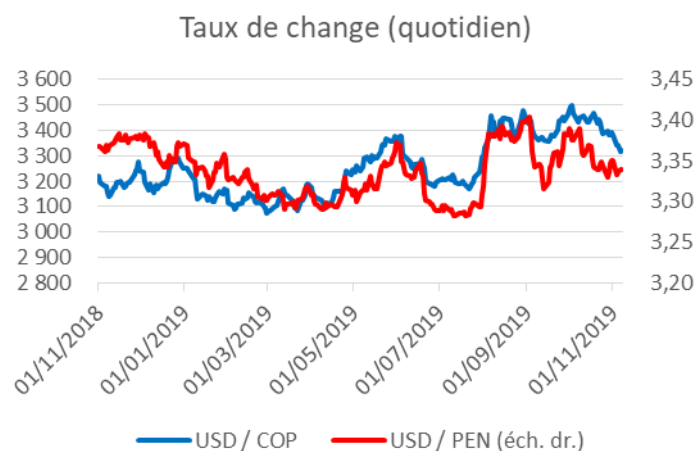
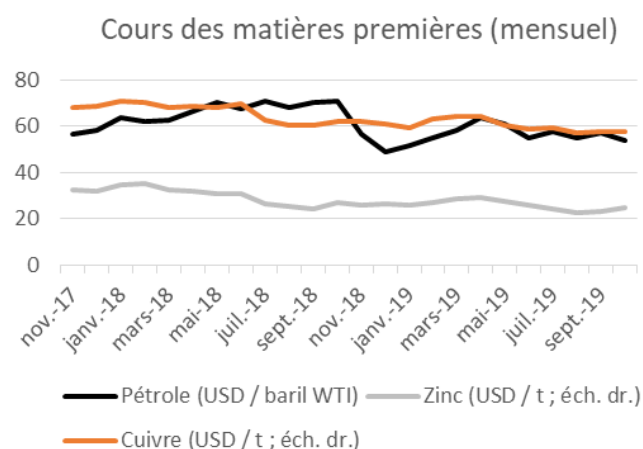




Région

2018 – Population : 140 M

PIB : 818 Mds USD



Bolivie

2018 – Population : 11 M

PIB : 42 Mds USD

Tension extrême entre le Gouvernement et l'opposition suite au scrutin du 20 octobre.

Les partisans de l'opposition continuent de rejeter les résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle donnant la victoire au Chef de l'Etat sortant Evo Morales, et manifestent dans les principales villes, notamment La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, entraînant plusieurs morts et des centaines de blessés. L'OEA a initié un audit du processus électoral, qui est toutefois largement ignoré par l'opposition. Le commerce est particulièrement affecté par cette crise, du fait du blocage des routes et de postes-frontières par des syndicats de transport de marchandises. Le Ministère de l'Économie et l'Institut National des Statistiques estiment que les pertes économiques découlant des manifestations s'élèveraient à 12 MUSD par jour.

Le Gouvernement annule la co-entreprise qui devait permettre l'exploitation du lithium de Potosí.

Le Gouvernement a annulé le Décret Suprême 3738 qui avait permis la création de la joint-venture YLB-ACISA formée par YLB (entreprise publique de lithium) et l'allemand ACI Systems, en vue de l'exploitation et l'industrialisation du lithium du Salar d'Uyuni (plus grande réserve mondiale, dans le département de Potosí). Cette décision intervient après un mois de mobilisations menées par le Comité Civique Potosiniste (Comcipo), association opposée au projet. Celle-ci jugeait insuffisant le paiement des royalties de la part de l'entreprise et considérait que le partenaire privé allait disposer d'un contrôle excessif sur le processus de production et de commercialisation, contrevenant au cadre légal bolivien sur les industries stratégiques (Loi 298). Le gouverneur de Potosí ne partage pas ces positions et a dénoncé le rôle de la Comcipo. Cette dernière demeure mobilisée et exige la démission d'Evo Morales suite au scrutin du 20 octobre, malgré l'annulation du DS 3738.

Colombie

2018 – Population : 48 M

PIB : 337 Mds USD

Banco de Bogota va devenir le 2^e acteur bancaire au Panama.

Grupo Aval s'est porté acquéreur du groupe bancaire Multibank Financial Group, dont l'activité bancaire Multibank devrait être intégrée à sa filiale Banco de Bogota d'ici le 2^e trimestre 2020, lui apportant 100.000 nouveaux clients. Multibank Financial Group affichait à mi-2019 un total de bilan de 5 Mds USD.

Les exportations reculent de 4,7% sur les neuf premiers mois de 2019.

Cette tendance, amplifiée en septembre (-12,3% en g.a.), est notamment attribuable à un effet prix sur les exportations pétrolières (qui ont en revanche crû de 5,1% en volume sur les neuf premiers mois) et à la baisse de la demande extérieure de charbon (-14,8% en volume), notamment européenne.

Equateur

2018 – Population : 17 M

PIB : 107 Mds USD

L'Equateur devient le premier membre sud-américain de la BAII et son 75^e membre à l'échelle globale.

La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, impulsée par la Chine, avait accepté le Brésil à l'occasion de sa fondation en 2015, mais celui-ci n'a pas encore ratifié sa participation. La quasi-totalité des pays du sous-continent disposent par ailleurs d'un statut de « membre en devenir » de la part de l'institution.

Pérou**2018 – Population : 33 M****PIB : 229 Mds USD****Le pouvoir judiciaire va rembourser 157 MUSD à Odebrecht au titre de la vente de l'usine hydroélectrique de Chaglla.**

Après avoir approuvé en mai la vente de cet ancien actif d'Odebrecht à China Three Gorges pour un montant de 1,4 Md USD, le Gouvernement avait déposé le solde de l'opération de 157 MUSD sur un compte bloqué, dans l'attente d'une décision du pouvoir judiciaire. Ce dernier a décidé de restituer cette somme à l'entreprise brésilienne, impliquée dans de multiples cas de corruption au Pérou, conformément à l'accord de « collaboration efficace » conclu avec la justice péruvienne. Cette décision de remboursement a toutefois été critiquée par une partie de l'opinion publique et de la classe politique (le Président Vizcarra avait lui-même émis des doutes à ce sujet) en raison de la conduite délictuelle passée de l'entreprise.

Le Gouvernement annonce une hausse du salaire minimum et suscite un large débat public.

Le Gouvernement a annoncé une hausse de la rémunération minimum vitale ou RMV (actuellement de 930 PEN soit 278 USD) pour le 1^{er} trimestre 2020, lorsqu'auront été définis des critères techniques considérant la productivité et l'inflation et permettant sa réévaluation régulière. Depuis plusieurs mois, le Ministère du Travail consulte les partenaires sociaux en vue d'établir une méthodologie (brèves n° 32), afin d'éviter la « politisation » des futures réévaluations de la RMV. Paradoxalement, cette annonce a relancé le débat national sur le sujet. La principale centrale syndicale CGTP s'est prononcée en faveur d'une forte hausse de la RMV (à 1.500 PEN. Le patronat juge pour sa part que la RMV constitue un frein à la formalisation de la population active, laquelle évolue à 70% dans l'économie informelle. Le Président de la Banque centrale Julio Velarde a quant à lui estimé que la hausse de la RMV devait être maniée avec prudence, et a prévenu que la réévaluation de celle-ci n'entraînerait pas de hausse générale des revenus des familles péruviennes.

Venezuela**2018 – Population : 32 M****PIB : 96 Mds USD****La dette externe s'élevait à 110 Mds USD au 1^{er} trimestre 2019.**

Selon les données publiées par la Banque centrale, la dette externe représentait à cette date 157% du PIB. Elle baisse de 5% sur un an grâce à une contribution négative des emprunts (35 Mds USD ; -16% en g.a) et des obligations et promesse de paiement « *pagaré* » (16 Mds USD ; -5% en g.a). La dette publique (91,5 Mds USD) représente l'essentiel des engagements extérieurs (83% du total), notamment les emprunts (33 Mds USD) et les crédits commerciaux (16 Mds USD).

Les économistes n'envisagent aucune amélioration de la situation économique en 2020.

Selon les économistes du cabinet Ecoanalitica, le blocage politique continuera à peser sur les activités économiques. Dans ce contexte, le PIB pourrait se contracter de 39,1% en 2019, conséquence du repli des activités pétrolières (-25%) et non-pétrolières (-44%). L'inflation atteindrait 18.500% et le change s'établirait entre 40.000 et 96.000 VES/USD, en fonction du caractère expansif de la politique budgétaire. En 2020, le PIB reculerait 10,8% et l'inflation atteindre 3.014%. Le change dépasserait le million de bolivar.

La dollarisation concernerait la moitié des transactions commerciales.

Selon le cabinet Ecoanalitica, 54% des transactions commerciales enregistrées à la mi-octobre 2019 étaient libellées en dollar. La 2^{ème} ville du pays, Maracaibo, était la plus dollarisée (86% des transactions), suivie par Barquismo (57%), Valencia (51%) et Caracas (49%). L'économiste Asdrubal Oliveros estime que seulement la moitié de la population a accès aux devises à travers les activités professionnelles ou les transferts privés. Ces envois de fonds pourraient atteindre 4 Mds USD en 2020.

Dossier du mois**Les dépenses des projets de loi de finance 2020**

Les échéances électorales et le ralentissement économique affectant plusieurs pays de la région ont eu un impact sur les équilibres des lois de finances présentées aux Parlements nationaux par les exécutifs de la région, voire sur les processus d'approbation budgétaire eux-mêmes.

La **Bolivie**, dans le contexte de la revue des résultats des élections, ne dispose pas à l'heure actuelle d'un budget 2020.

La **Colombie**, confrontée à un renchérissement de sa dette et à la progression de ses transferts (notamment dans le cadre de la mise en place des nouveaux exécutifs locaux, aboutissant à une reprise des investissements des collectivités après le gel au 2^e semestre 2019), a été contrainte de compenser ces hausses par un budget d'investissement 2020 en recul.

En **Equateur**, le PLF 2020 affiche des dépenses en recul, dans le contexte de l'accord avec les bailleurs, avec notamment une réduction de près de 5% des dépenses de personnel et de plus de 10% des acquisitions de biens et services. Les subventions sociales représenteront 5,5 Mds USD (39% à la sécurité sociale, 36% aux combustibles et 25% à d'autres transferts sociaux).

Le **Guyana** étant actuellement sous régime de gouvernement intérimaire, il ne sera en mesure de présenter un budget 2020 qu'à l'issue des élections prévues en mars prochain.

Le **Pérou** voit la hausse de son budget notamment portée par la progression du salaire des enseignants (dépenses de personnel) et l'accélération attendue de certains projets du Plan national d'infrastructures (investissement).

Le **Suriname** est actuellement en cours d'élaboration de son PLF 2020, susceptible d'être largement indicatif compte tenu des échéances électorales.

Au **Venezuela**, bien qu'un budget 2020 ait été présenté en octobre à l'ANC, celui-ci n'a pas été détaillé et reste en tout état de cause très théorique, compte tenu de la situation économique et des dérapages budgétaires systématiques.

Colombie	Mds COP	% PIB	Var. / 2019
Dépenses de personnel	33.400	3,0%	+5,0%
Acquisition de biens et services	8.700	0,8%	-4,8%
Transferts	126.200	11,3%	+11,7%
Investissement	40.400	3,6%	-0,7%
Service de la dette	59.300	5,3%	+14,2%
Autres postes	3.700	0,3%	+48,0%
Total budget	271.700	24,3%	+9,0%

Equateur	MUSD	% PIB	Var. / 2019
Dépenses de personnel	8.897	8,6%	-4,9%
Acquisition de biens et services	2.138	2,0%	-10,3%
Transferts	7.571	7,4%	+0,4%
Investissement	3.625	3,5%	+11,4%
Service de la dette	3.390	3,3%	+1,5%
Autres postes	279	0,3%	+9,8%
Total budget	25.900	25,1%	-0,9%

Pérou	M PEN	% PIB	Var. / 2019
Dépenses de personnel, pensions et prestations sociales	64.237	8,8%	+5,3%
Acquisition de biens et services	35.441	4,9%	+4,2%
Transferts	16.516	2,3%	+18,6%
Investissement	34.378	4,7%	+3,0%
Service de la dette	14.172	1,9%	-6,0%
Autres dépenses	6.781	0,9%	+9,9%
Réserves de contingence	5.843	0,8%	+29,7%
Total budget	177.368	24,3%	+5,5%

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
Revu par : Thomas MARX

Version du 7 novembre 2019